HAL open science

L'année électorale 2021 en Amérique latine : Le temps des recompositions politiques

Frédéric Louault

▶ **To cite this version:**

Frédéric Louault. L'année électorale 2021 en Amérique latine : Le temps des recompositions politiques. Les Études du CERI, 2022, Amérique latine. L'Année politique 2021, 259-260, pp.74-82. 10.25647/etudesduceri.259-260.11 . hal-03676784

HAL Id: hal-03676784

https://sciencespo.hal.science/hal-03676784v1

Submitted on 10 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'année électorale 2021 en Amérique latine. Le temps des recompositions politiques

par Frédéric Louault

En dépit de la pandémie de Covid-19, l'année 2021 a été animée du point de vue électoral, puisque des élections ont été tenues dans dix pays de la région (tableau 7). Des élections de premier ordre (présidentielles et/ou générales) ont été organisées en Equateur, au Pérou, au Nicaragua, au Chili et au Honduras. Des élections législatives intermédiaires ont eu lieu au Salvador, au Mexique et en Argentine. Enfin, des scrutins locaux se sont déroulés en Bolivie, au Chili, au Mexique, au Venezuela et au Honduras.

Tableau 7
Elections en Amérique latine en 2021

Date	Pays	Type d'élection	Vainqueurs (noms, partis)
7 février/11 avril	Equateur	Présidentielle et législatives	Guillermo Lasso Mouvement Créer des opportunités (CREO) (droite)
28 février	Salvador	Législatives et municipales	Nouvelles idées (NI) (gauche)
7 mars/11 avril	Bolivie	Locales et régionales	Mouvement vers le socialisme (MAS) (gauche) (municipales) Opposition (droite) (provinciales)
11 avril/6 juin	Pérou	Présidentielle et législatives	Pedro Castillo Perou libre (gauche)
15/16 mai (prévues les 10/11 avril)	Chili	Locales et Assemblée constituante	Indépendants et gauche
6 juin	Mexique	Législatives, locales et Etats	Mouvement de régénération nationale (Morena) (gauche)
1er août	Mexique	Référendum contre l'immunité des anciens présidents	Référendum validé mais non contraignant (manque quorum)
12 septembre	Argentine	Primaires ouvertes, simultanées et obligatoires (PASO)	Ensemble pour le changement (JxC, opposition) (droite)
10 octobre	Paraguay	Municipales	Parti colorado (droite)
7 novembre	Nicaragua	Présidentielle	Daniel Ortega (Front sandiniste de libération nationale, FSLN)*
14 novembre (prévues le 24 octobre)	Argentine	Législative	Ensemble pour le changement (opposition) (droite)
21 novembre	Venezuela	Locales et régionales	Grand pôle patriotique Simón Bolivar (GPPSB) (alliance au pouvoir)
21 novembre/ 19 décembre	Chili	Présidentielle et législatives	Gabriel Boric/Je soutiens la dignité (gauche)
28 novembre	Honduras	Présidentielle, législatives et municipales	Xiomara Castro/Parti libre (PL) (gauche)

* Election contestée par l'opposition et les observateurs électoraux

Dans l'ensemble de la région, les élections ont coïncidé avec une conjoncture de relance économique (tableau 8). La rapide reprise de l'activité économique dans la plupart des pays n'a toutefois pas atténué les inquiétudes économiques et sanitaires. Le chômage, l'informalité et la pauvreté nourrissent ces inquiétudes, encore renforcées par une hausse de l'inflation dans toute la région. Dans les pays où des élections de premier ordre ont été organisées, les équipes sortantes n'ont d'ailleurs pas bénéficié de la relance économique conjoncturelle. Elles ont au contraire été lourdement sanctionnées pour leur bilan. Les élections présidentielles ont provoqué des alternances (Chili, Equateur, Honduras, Pérou) ou, à défaut, une désertion électorale (Nicaragua).

Tableau 8
Evolution du PIB dans les pays
où des élections nationales se sont tenues en 2021

Pays	Type d'élection	2020	2021 (éval.)
Argentine	Législatives	- 9,9 %	+ 7,5 %
Chili	Présidentielle Législatives	- 5,8 %	+ 9,2 %
Equateur	Présidentielle Législatives	- 7,8 %	+ 3,0 %
Honduras	Présidentielle Législatives	- 9,0 %	+ 5,0 %
Mexique	Législatives	- 8,3 %	+ 6,2 %
Nicaragua	Présidentielle	- 2,0 %	+ 2,5 %
Pérou	Présidentielle Législatives	- 11,1 %	+ 10,6 %
Salvador	Législatives	- 7,9 %	+ 7,5 %
Source : CEPAL			

En ce qui concerne l'organisation des scrutins, les contraintes sanitaires n'ont pas engendré de perturbations notables. Les campagnes électorales ont été logiquement plus actives qu'en 2020 et les élections ont suscité un regain d'intérêt parmi les populations. Les taux de participation aux élections demeurent toutefois fluctuants (tableau 9). La participation a même sensiblement diminué en comparaison avec les élections précédentes du même type. Par exemple, le taux de participation a baissé de près de dix points au Pérou par rapport à l'élection présidentielle de 2016. De même la participation a chuté de 18,8 points au Venezuela entre les élections régionales de 2017 et celles de 2021. Le Honduras et, dans une moindre mesure, le Salvador font exception, avec des participations en hausse (respectivement de 11,1 et 2,8 points). Il convient également de souligner un niveau historique de participation au second tour de l'élection présidentielle chilienne : 55,6 % contre 49 % en 2017 (et 41,9 % en 2013). Cette mobilisation est en partie liée à l'enjeu de cette élection, qui opposait un candidat de droite radicale (José Antonio Kast) et un candidat de gauche (Gabriel Boric).

Tableau 9
Taux de participation aux élections de 2021 en Amérique latine

Date	Pays	Type d'élection	Taux de participation (en % de l'électorat)	Evolution du taux de participation (en points)*
7 février/11 avril	Equateur	Présidentielle et législatives	81 %	- 0,6
28 février	Salvador	Législatives et municipales	48,6 %	+ 2,8
7 mars/11 avril	Bolivie	Locales et régionales	85,9 %	+ 0,1
11 avril/6 juin	Pérou	Présidentielle et législatives	71,9 %	- 9,9
15-16 mai/13 juin	Chili	Locales et Assemblée constituante	43 %**	- 7,9
6 juin	Mexique	Législatives, locales et États	52,7 %	-10,7
1er août	Mexique	Référendum contre l'immunité des anciens présidents	7,1 %	-
10 octobre	Paraguay	Municipales	Données manquantes	-
7 novembre	Nicaragua	Présidentielle	65,2 %***	+ 3***
14 novembre	Argentine	Législatives	71 %	- 4,2
21 novembre	Venezuela	Locales et régionales	42,2 %	- 18,8
21 novembre/ 19 décembre	Chili	Présidentielle et législatives	55,6 % (2e tour)	+ 6,6
28 novembre	Honduras	Présidentielle, législatives et municipales	68,6 % (2e tour)	+ 11,1

* Par rapport à la dernière élection du même type
** Par rapport au référendum d'octobre 2020
*** Chiffres officiels, contestés par l'opposition et par les observateurs électoraux

Dans certains pays, les électeurs ont été sollicités à plusieurs reprises la même année. C'est notamment le cas du Chili, qui a été en campagne une grande partie de l'année et dont les multiples ébullitions politiques et électorales ont attiré l'attention médiatique. Entre les élections locales et constituantes (mai), les élections générales (novembre) et le second tour de l'élection présidentielle (décembre), l'Amérique latine a largement vibré au rythme des scrutins chiliens. Le Chili constitue d'ailleurs une loupe particulièrement stimulante pour observer le rapport entre les processus électoraux et les recompositions politiques dans l'Amérique latine actuelle : le rejet des partis dits traditionnels ; l'émergence de nouvelles figures politiques ; la résilience d'une offre politique de gauche capable de s'unir pour remporter des élections ; l'affaiblissement de la droite libérale au profit d'une droite radicale populiste ; la polarisation politique et les tensions croissantes entre des projets de société antagoniques ; l'évolution des agendas électoraux et l'affirmation des enjeux sécuritaires (dans une acception large), etc. Les principales mutations des démocraties latino-américaines semblent toutes avoir été condensées dans les scrutins chiliens. Jusqu'à l'inquiétude pour le pacte démocratique lui-même.

Sur ce dernier point, la réaction du candidat de la droite radicale, José Antonio Kast, après la victoire historique de Gabriel Boric au second tour de l'élection présidentielle, doit être

soulignée. En acceptant sans sourciller le verdict des urnes au terme d'une intense bataille politique et idéologique, Kast a non seulement contribué à l'enracinement démocratique de son pays, mais il a aussi envoyé un signal rassurant à l'ensemble de la région. Entre la crise électorale de novembre 2020 aux Etats-Unis, l'invasion du Capitole par les militants trumpistes en janvier 2021 et des élections à haut risque prévues au Brésil en octobre 2022, l'alternance chilienne a offert aux Amériques une (brève ?) respiration démocratique.

Le Pérou avait ouvert la voie quelques mois plus tôt, avec l'élection de Pedro Castillo contre Keiko Fujimori. Malgré un résultat très serré (50,13 % contre 49,87 %), à l'issue d'une campagne électorale polarisée et virulente et après plusieurs semaines de bataille juridique, la candidate de la droite radicale a finalement reconnu sa défaite et accepté les règles du jeu démocratique. Elle l'avait d'ailleurs déjà fait lors de l'élection présidentielle précédente, perdue de justesse en 2016 face à Pedro Pablo Kuczynski (50,12 % contre 49,88 %). De telles réactions ne doivent toutefois pas masquer une tendance forte de ces dernières années, qui s'est amplifiée en 2021 : la radicalisation des électorats et l'avancée de projets politiques teintés d'extrémisme, portés par des candidats aux discours politiquement décomplexés. Même s'ils sauvent les apparences démocratiques à court terme, ces candidats font leur nid électoral sur le rejet et l'exclusion, contribuant à saper le socle démocratique qu'est le vivre-ensemble. Les systèmes partisans sont de plus en plus écrasés par ces personnalités politiques se présentant comme antisystème – ou *outsiders* – et par les nouvelles formes de communication politique qu'ils mobilisent. Et les électeurs amènent aux portes du pouvoir ces candidats réactionnaires, voire rétrogrades, pour certains ouvertement nostalgiques des dictatures passées.

Dans le même temps, les processus électoraux ont alimenté les dérives autoritaires dans plusieurs pays de la région. Au Venezuela, les élections régionales ont montré une fois encore la mainmise de Nicolás Maduro sur le jeu politique et l'incapacité de l'opposition à s'organiser. Des élections régionales et locales de grande ampleur ont été organisées, avec un total de 3 082 sièges à pourvoir (23 gouverneurs, 253 membres des assemblées des Etats, 335 maires, 2 471 conseillers municipaux). La participation de l'opposition aux élections, décidée dans le cadre de négociations entre le régime de Maduro et les principaux groupes d'opposition, constituait une évolution importante par rapport aux scrutins précédents. Derrière une vitrine commune, la Table de l'unité démocratique (MUD) s'est présentée devant les électeurs divisée en plusieurs alliances et dépourvue de stratégie. Elle a totalisé près de 43 % des suffrages mais n'a remporté que trois Etats (Nueva Esparta, Cojedes, Zulia) et 120 municipalités. L'alliance au pouvoir, emmenée par le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), a obtenu 45,6 % des suffrages. Elle remporte 20 gouvernorats et 213 municipalités.

Au Nicaragua, le président Daniel Ortega a littéralement muselé toute opposition et multiplié les mesures visant à éliminer toute compétitivité au scrutin présidentiel du 7 novembre. Dès le 21 décembre 2020, une loi de « défense des droits du peuple à l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination pour la paix » a permis au régime d'invalider la candidature d'opposants considérés comme « putschistes ». Trois autres lois ont ensuite consolidé la criminalisation de l'opposition, via des accusations de cyber-délit, d'infiltration d'agents étrangers et de crimes de haine. Les trois principaux partis d'opposition ont été mis hors-jeu et sept pré-candidats ont été incarcérés. Le Nicaragua continue à sombrer dans l'autoritarisme

électoral[1]. Alors que les résultats officiels ont donné Daniel Ortega vainqueur avec 75,9 % des suffrages et un taux de participation de 65,2 %, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a évoqué un « simulacre » d'élection.

Hormis au Nicaragua, où les élections non compétitives ont renforcé l'emprise autoritaire du clan Ortega, toutes les élections présidentielles ont provoqué des alternances au pouvoir : au Chili, en Equateur, au Honduras et au Pérou (voir tableau 10). Chacun de ces pays fait l'objet d'analyses spécifiques dans la suite de cette partie (sauf le Chili, évoqué dans la première partie du présent volume). Nous ne les présentons donc pas en détails dans cette introduction. Nous nous limitons à mettre en exergue quelques pistes d'interprétation plus générales.

Tableau 10
Alternances et continuité présidentielles
en Amérique latine en 2021

Pays	Président sortant	Nouveau président	Alternance*	Score (%)	Marge de victoire (points)	Base législative
Chili	Sebastián Piñera	Gabriel Boric (Je soutiens la dignité)	OUI (D → G)	55,87 (2e tour)	11,74	Faible (Je soutiens la dignité = 23,9 %, 37/155)
Equateur	Lenín Moreno	Guillermo Lasso (CREO)	OUI (C → D)	52,36 (2e tour)	4,72	Faible (CREO = 9,65 %, 12/137)
Honduras	Juan O. Hernández	Xiomara Castro (Parti Libre)	OUI (D → G)	51,12 (1er tour)	14,19	Moyenne (PL = 39 %, 50/128)
Nicaragua	Daniel Ortega	Daniel Ortega (FSLN)	NON	75,92* (1er tour)	61,77**	Forte (FSLN = 83,3 %, 75/90)
Pérou	Francisco Sagasti (interim 2020-2021)	Pedro Castillo (Perou libre)	OUI (D → G)	50,13 (2e tour)	0,26	Faible (PL = 13,4 %, 37/130)

* La pertinence des catégories utilisées (extrême droite [ED], droite [D], gauche [G] et centre [C]) est bien sûr sujette à débat.

** D'après une enquête CID-Gallup réalisée entre le 5 et le 13 décembre 2021, seuls 58 % des répondants déclarent avoir voté à l'élection présidentielle. Parmi eux, 28 % disent avoir voté pour Daniel Ortega.

Les élections de 2021 mettent en lumière plusieurs points de continuité avec les tendances énoncées dans les éditions précédentes de l'*Amérique latine. L'Année politique* : recomposition des systèmes partisans ; fragilisation des partis de gouvernement ; émergence de candidats atypiques ; gouvernements minoritaires qui contraignent la gouvernabilité et réduisent la marge de manœuvre des présidents élus. Ce dernier point ressort de manière particulièrement saillante dans le tableau ci-dessus. Hormis Daniel Ortega au Nicaragua, tous les présidents élus en 2021 devront composer avec des bases législatives faibles. Il leur faudra donc multiplier les concessions politiques afin de construire et stabiliser des alliances de gouvernement. La situation est particulièrement délicate pour le président péruvien, Pedro Castillo, qui cumule une faible base législative et une légitimité électorale réduite (victoire très étriquée au second tour, avec 28 %

[1] Voir ci-après la contribution de Maya Collombon.

d'abstention et 12 % de votes blancs ou nuls)[2]. A l'inverse, la nouvelle présidente du Honduras, Xiomara Castro (Parti libre), pourra s'appuyer sur une légitimité électorale importante, acquise à travers sa large victoire dès le premier tour (avec une forte participation et quatorze points d'avance sur le candidat conservateur Nasry Asfura). Cette assise populaire lui permettra de construire dans des conditions plus favorables une base législative avec les forces politiques du centre, notamment le Parti libéral du Honduras[3]. Epouse de l'ancien président Manuel Zelaya – qui avait été destitué en 2009 par un coup d'Etat militaire – Xiomara Castro sera la première femme à diriger le pays. Cela ajoute une charge symbolique à son élection.

Une autre tendance qui se prolonge en 2021 concerne la résilience de la gauche sur fond de polarisation politique, dans un contexte de fragilité économique et d'inquiétudes liées à la crise sanitaire. Les victoires de Xiomara Castro au Honduras et de Gabriel Boric au Chili en sont les exemples les plus forts. L'élection de Pedro Castillo au Pérou est plus ambivalente en termes de clivage gauche/droite. Progressiste, voire radical, sur les thèmes économiques et sociaux, Castillo présente un profil conservateur concernant les thèmes sociétaux (avortement, mariage pour tous, euthanasie, genre à l'école, etc.). Au total, les élections de 2021 confirment l'interprétation que nous faisions déjà à propos des élections de 2018, entre « résilience de la gauche et radicalisation de la droite »[4]. L'Equateur fait toutefois exception, avec la victoire du candidat conservateur, Guillermo Lasso. Le candidat de gauche, Andrés Araúz, était pourtant en ballotage favorable à l'issue du premier tour. Mais il a fait les frais d'un report de voix défavorable entre les deux tours, en raison notamment de l'appel à un vote « nul idéologique » du candidat indigéniste Yakú Perez, arrivé en troisième position (18 % des électeurs ont voté blanc ou nul au second tour)[5].

En ce qui concerne les élections de second ordre, il est théoriquement délicat d'interpréter les résultats des élections intermédiaires en termes nationaux. Une défaite de la formation au pouvoir ne doit pas systématiquement être interprétée comme un vote-sanction contre le gouvernement. Des mécanismes plus complexes doivent être considérés, tels que la connexion entre les configurations politiques locales et nationale, la popularité du chef d'Etat, la nationalisation des enjeux électoraux. Pour qu'il y ait un vote-sanction, il faut une conjonction entre trois facteurs : 1) des configurations politiques connectées entre les différents niveaux de pouvoir, 2) des enjeux électoraux nationalisés, 3) un gouvernement impopulaire[6]. Si ces trois éléments ne sont pas réunis, les élections sont dites « déconnectées » et une éventuelle défaite du parti au pouvoir ne peut pas être interprétée comme une sanction électorale contre le gouvernement. En raison d'un phénomène d'abstention différentielle, il est même assez exceptionnel que les élections intermédiaires soient remportées par la formation politique au pouvoir. Ce fut pourtant le cas au Salvador et au Mexique, où le vote est obligatoire mais la justice électorale ne punit pas les abstentionnistes.

[2] Voir ci-après la contribution de Gustavo Pastor.

[3] Voir ci-après la contribution de Kevin Parthenay.

[4] O. Dabène, « Résilience de la gauche, radicalisation de la droite », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 239-240, janvier 2019 (**www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**).

[5] Voir ci-après la contribution de Régis Dandoy.

[6] J.-L. Parodi, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n° 903, 1983, pp. 42-72.

Au Salvador, la nouvelle formation politique du président Bukele (Nouvelles idées) remporte largement le scrutin et préfigure un profond réalignement politique. Créé en février 2021 et dirigé par Xavier Zablah Bukele (cousin du président), ce parti a terrassé ses opposants : il obtient 66,46 % des suffrages et remporte une majorité qualifiée (56 sièges sur 84). Lors de l'élection présidentielle de 2019, Nayib Bukele avait fait imploser le système partisan et mis un terme à la domination bipartite entre l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, droite) et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, gauche). Accusé de dérives autoritaires par ses détracteurs – qu'il accuse en retour de fomenter un coup d'Etat – Nayib Bukele conforte ainsi son assise électorale et stabilise sa base parlementaire. Ancien parti de Bukele, le FMLN est la première victime de cette recomposition : il perd les deux tiers de son électorat et ne conserve que 4 sièges (19 lors de la législature précédente). Premier parti d'opposition, Arena perd également les deux tiers de son électorat et ne compte plus que 14 sièges (23 lors de la législature précédente). Le raz-de marée se confirme dans les autres scrutins qui ont été organisés simultanément : Nouvelles idées remporte 137 des 262 mairies (dont 13 des 14 capitales de département) et 14 des 20 sièges de députés au Parlement centraméricain. En outre, ces élections ont enregistré la plus forte participation depuis les accords de paix, malgré la pandémie. Le cas du Salvador vient donc contrarier les théories classiques du vote intermédiaire[7].

D'importantes élections intermédiaires (législatives et locales) étaient également organisées au Mexique : 94 millions d'électeurs ont désigné 15 gouverneurs (sur 32), 500 députés fédéraux, les assemblées législatives de 30 Etats fédérés et les autorités de 1 900 mairies. Ce fut le plus grand scrutin de l'histoire du Mexique[8]. Les élections législatives étaient particulièrement attendues dans la mesure où elles marquent la mi-mandat du président Andrés Manuel López Obrador, dit AMLO (élu en 2018). Elles ouvrent également une période de disputes politiques autour de la succession de ce dernier, la réélection du président sortant étant interdite au Mexique. Comme au Salvador, l'élection d'AMLO en 2018 avait bouleversé le paysage politique, jusqu'alors structuré autour de trois partis : le Parti action nationale (PAN, droite), le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, centre) et le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche). Et à l'instar de Nayib Bukele, AMLO a contribué à une nationalisation des enjeux électoraux autour de sa personnalité forte et polarisante. Ces élections intermédiaires devaient donc permettre de tester l'ampleur des recompositions politiques en cours. Comme au Salvador, les élections intermédiaires mexicaines ont été favorables à Morena, la formation politique du président en place[9]. Morena a renforcé son maillage territorial en élisant 11 des 15 nouveaux gouverneurs, et l'alliance emmenée par ce parti remporte la majorité absolue à la Chambre fédérale (278 sièges sur 500)[10]. Si la base gouvernementale perd quelques sièges par rapport aux élections de 2018, le parti Morena renforce légèrement son emprise (198 contre 191). En face, une alliance inédite entre les

[7] Voir par exemple J. E. Campbell, « Explaining presidential losses in midterm congressional elections », *The Journal of Politics*, Vol. 47, n° 4, 1985, pp. 1140-1157 ; R. Magni-Berton, « Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils les élections intermédiaires ? », *Revue française de science politique*, Vol. 58, n° 4, 2008, pp. 643-656.

[8] Voir ci-après la contribution de Gaspard Estrada.

[9] Le mouvement Morena a été fondé en 2011 par AMLO à partir d'une scission du PRD. Il a ensuite été reconnu comme parti politique en 2014.

[10] L'alliance regroupe Morena, le Parti vert (PVEM) et le Parti du travail (PT).

trois partis traditionnels qui avaient été balayés en 2018 – PAN, PRI, PRD – remporte 199 sièges dont 114 pour le PAN, qui consolide sa position de premier parti d'opposition). La bonne tenue de Morena est d'autant plus notable que, contrairement au cas salvadorien, le taux de participation a sensiblement baissé au Mexique par rapport aux élections générales de 2018 (-10,7 points). En termes bruts, le nombre d'électeurs a baissé de 7,7 millions entre 2018 et 2021, tandis que l'électorat de l'alliance gouvernementale a diminué de 3,3 millions. Si l'abstention différentielle est bien présente, elle n'a que modérément pénalisé la base gouvernementale en termes de représentation politique. Deux mois après ces élections, un référendum visant à modifier l'article 108 de la Constitution mexicaine de 1917 pour annuler l'immunité des anciens présidents contre les crimes de corruption n'a pas atteint le quorum pour pouvoir être validé (98,4 % de votes favorables mais seulement 7,1 % de participation, pour un quorum fixé à 40 % du corps électoral).

Les élections législatives intermédiaires en Argentine ont aussi été présentées comme un test pour le président Alberto Fernández, élu en 2019. Un test de moyenne ampleur toutefois, puisqu'il ne s'agissait de renouveler que la moitié de la Chambre fédérale (127 sièges) et un tiers du Sénat (24 sièges). Après avoir été repoussées en raison de la crise sanitaire, ces élections se sont tenues en deux temps : les élections primaires le 12 septembre, puis les élections législatives le 14 novembre. Depuis 2009, des élections « primaires, ouvertes, simultanées et obligatoires » (PASO) sont organisées en amont des élections nationales. Elles permettent de filtrer l'offre politique, puisqu'il faut atteindre 1,5 % des votes valides pour pouvoir participer à l'élection officielle. En outre, ces primaires obligatoires organisées quelques semaines avant les élections officielles font office de baromètre pour les forces politiques en lice.

Dans un contexte marqué par l'augmentation de la pauvreté (40,6 % de la population), une inflation galopante (41,8 % en octobre) et une crise de la dette, les élections primaires ont donné une nette victoire à l'alliance d'opposition (Ensemble pour le changement), emmenée notamment par l'ancien président Mauricio Macri et le maire de Buenos Aires, Horacio Rodríguez Larreta (41,5 %). L'alliance gouvernementale (Front de tous), portée par Alberto Fernández, Cristina Fernández de Kirchner et Sergio Massa, ne recueille que 32,4 % de suffrages. Présentée comme une surprise par de nombreux médias[11], cette défaite était pourtant prévisible : le gouvernement était impopulaire[12], les enjeux politiques étaient fortement nationalisés, et les offres politiques étaient connectées – avec des alliances lisibles et une opposition claire entre le camp gouvernemental et les groupes d'opposition.

Malgré une remobilisation des forces gouvernementales après l'alerte des PASO, la sanction électorale s'est confirmée lors des élections législatives. Déjà minoritaire au Congrès, le gouvernement a vu sa base législative se fragiliser encore. Le Front de tous a recueilli 33,9 % des suffrages (45,3 % en 2019) et a même perdu la majorité au Sénat. L'alliance gouvernementale a perdu 3,7 millions d'électeurs entre les élections générales de 2019 et

[11] Voir par exemple : « Argentine : défaite inattendue de la coalition péroniste aux élections primaires », *Radio France International*, 13 septembre 2021 (**www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20210913-argentine-d%C3%A9faite-inattendue-de-la-coalition-p%C3%A9roniste-aux-%C3%A9lections-primaires**).

[12] « Una encuesta ubica a Alberto Fernández con la peor imagen desde que comenzó su gobierno », *Perfil*, 2 septembre 2021 (**www.perfil.com/noticias/politica/una-encuesta-ubica-a-alberto-fernandez-con-la-peor-imagen-desde-que-comenzo-su-gobierno.phtml**).

les élections intermédiaires partielles de 2021. Sans présager des rapports de force pour les prochaines élections générales, prévues en 2023, ces résultats peuvent être interprétés comme un vote-sanction contre le gouvernement. Ils affaiblissent le président Alberto Fernández et le contraignent à adapter son projet de gouvernement. Le scénario argentin se détache donc des tendances observées au Salvador et au Mexique et s'inscrit plus clairement dans la logique des élections intermédiaires énoncée ci-dessus.

Pour citer ce chapitre : Frédéric Louault, « L'année électorale 2021 en Amérique latine. Le temps des recompositions politiques », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 259-260, janvier 2022 [en ligne : **https://doi.org/10.25647/etudesduceri.259-260**].